

Les festivals de musique traversent une période délicate

La sécurité coûte plus cher, les subventions sont moins généreuses

Un an après l'attentat du 14 juillet 2016, qui fit 86 morts et des centaines de blessés sur la promenade des Anglais, à Nice, les très nombreux festivals de musique de l'été dans l'Hexagone (la Sacem en dénombrait 1887 en 2015) sont confrontés à deux impératifs : dépenser plus pour renforcer la sécurité et s'adapter à l'impact, sur leur propre budget, de la métamorphose des collectivités locales. Ces dernières participent en effet bien souvent massivement à leur budget.

Selon la dernière étude du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV), les surcoûts de dépenses liés aux risques d'attentat représentent en moyenne, pour les 87 festivals les plus importants de l'Hexagone – dont les Francofolies de la Rochelle, qui ont démarré mercredi 12 juillet – près de 43 000 euros par jour. Soit une dépense supplémentaire de 2,7 % de leur budget total.

Ces surcoûts sont liés au renforcement du nombre des agents de sécurité, des mesures de contrôle et des systèmes de surveillance. Viennent ensuite l'aménagement du site et la sécurisation de son périmètre, les surprimes d'assurances ainsi que les postes d'assistance et de secours.

Morosité du pouvoir d'achat

Selon cette étude, « les festivals les plus touchés sont ceux dont le budget est inférieur à 1,5 million d'euros, d'une durée d'un à huit jours et qui se tiennent sur des sites qu'il faut aménager ». Un fonds d'urgence de 14,4 millions d'euros abondé par l'Etat et différents organismes professionnels a certes été mis en place dès 2016, mais il n'a permis de donner un coup de pouce financier qu'à 524 dossiers.

L'économie des festivals de musique risque également d'être fragilisée par l'onde de choc provoquée par la métamorphose des collectivités locales. Selon la directrice de France Festivals (la fédération française des festivals de musique et de spectacle vivant), Bénédicte Dumeige, les principales ressources des festivals de musique en France proviennent, bon an mal an, des fonds publics, de la billetterie et du mécénat. « La loi sur la Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a permis de conserver pour les festivals des financements croisés entre l'Etat, les collectivités territoriales, les départements et les régions, ce qui est une bonne chose. » Toutefois, explique Bénédicte Dumeige, « la recomposition des régions, la reconfiguration des collectivités locales, tout comme les changements de périmètres des communautés urbaines ou des

métropoles, ouvrent une période d'instabilité pour les festivals. » Leur financement reste en effet une décision propre aux élus.

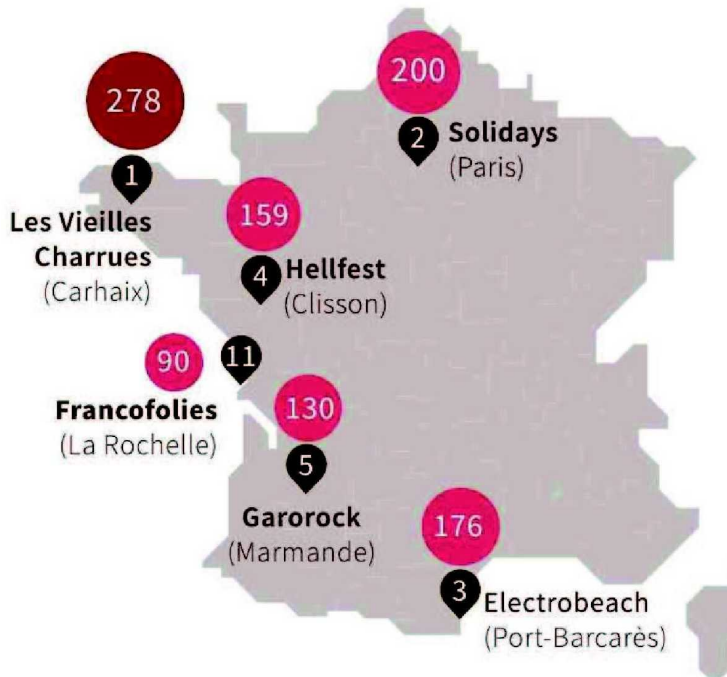
C'est ainsi que Valérie Pécresse avait supprimé, dès son arrivée à la tête de la région Ile-de-France, les subsides accordés au Festival d'Ile-de-France, lui portant un coup fatal.

Si les fonds publics ont tendance à se réduire, cette responsable constate aussi que les festivals de musique sont, comme les autres secteurs, confrontés à une forte morosité du pouvoir d'achat des Français. Ce qui les force bien souvent à réduire la voilure en diminuant parfois le nombre de représentations ou en ayant recours à deux têtes d'affiche au lieu de trois. ■

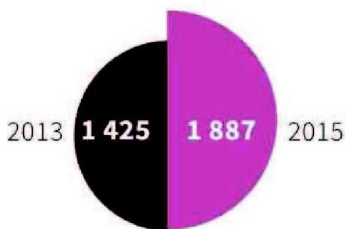
NICOLE VULSER

Dans le monde des festivals...

LES PLUS GROS FESTIVALS DE MUSIQUE,
EN MILLIERS D'ENTRÉES PAYANTES EN 2016



NOMBRE DE FESTIVALS
DE MUSIQUES ACTUELLES

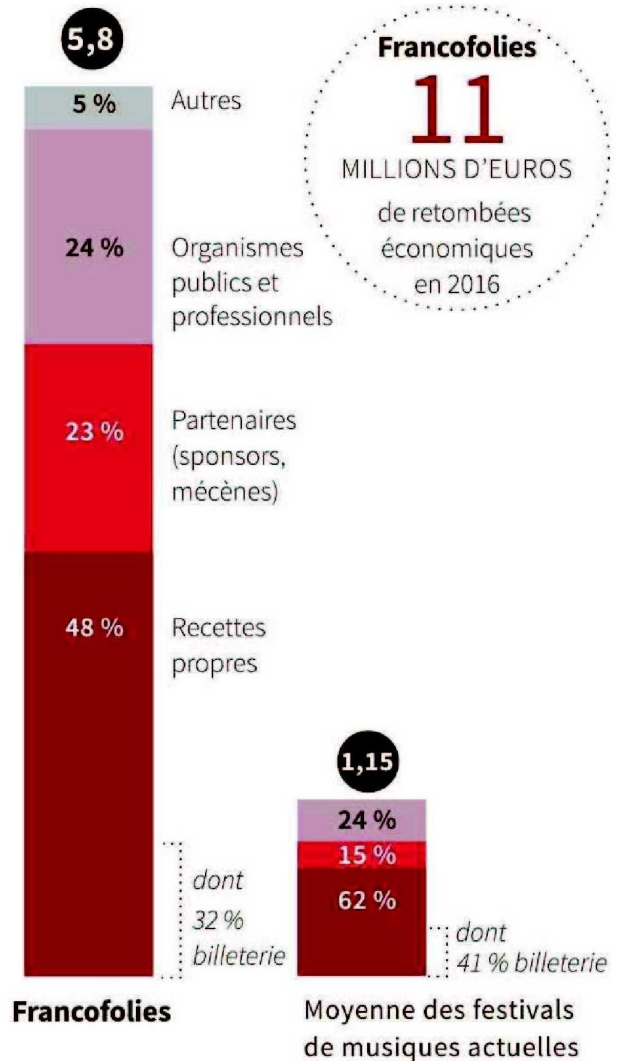


FRÉQUENTATION MOYENNE
EN 2015



... les Francofolies, un modèle à part

BUDGET 2016, EN MILLIONS D'EUROS
ET RÉPARTITION EN %



SOURCES : CNV, PRODISS, MORGANE PRODUCTION, RAPPORT COHEN, SACEM, IRMA